



Séance du lundi 2 février

AGENDA

Lundi 9 février 2026 :

– 11h-12h30 : Sergiu Mișcoiu, professeur des universités en science politique à la Faculté d'Etudes Européennes de l'Université Babes-Bolyai (UBB, Cluj-Napoca, Roumanie) « L'hiver de la démocratie : populisme et partitocratie aux élections présidentielles roumaines des 2024 et 2025 » (Grande salle des séances – GT 1 Démocratie - sur invitation)

– 15h : Jérôme Bonnafont « L'avenir du multilatéralisme face aux nouveaux nationalismes »

– 17h30 : GT3 Démocratie : Loïc Blondiaux : la Suisse (salle Jacqueline de Romilly – réservé aux membres du GT)

DÉPÔT D'OUVRAGES

S. Sur dépose l'ouvrage de Emmanuel Decaux, René Cassin. *La force du droit* (Editions Calype, 2026, 112 p.)

Accueil de SAR le Prince El Hassan bin Talal de Jordanie

Le bureau de l'Académie ainsi que de nombreux académiciens ont accueilli SAR le Prince El Hassan bin Talal de Jordanie, membre associé étranger de l'Académie. Élu le 4 février 2008 au fauteuil précédemment occupé par Ronald Reagan, SAR le Prince El Hassan bin Talal a été reçu le 16 juin 2008 sous la coupole, par **Thierry de Montbrial**.



Dans son intervention, S.A.R. bin Talal de Jordanie alerte sur la dégradation du statu quo historique à Jérusalem, où l'instrumentalisation politique du religieux menace la coexistence des communautés et la liberté de culte. Il critique une conception transactionnelle de la paix, déconnectée de toute responsabilité morale, et appelle à un idéalisme constructif fondé sur la dignité humaine, le droit international et les droits des peuples. Évoquant la situation palestinienne, notamment à Gaza, il dénonce une destruction systémique des sociétés et des écosystèmes. Jérusalem devient ainsi le révélateur d'un désordre mondial marqué par le retour du rapport de force. Le Prince appelle à préserver l'esprit de Jérusalem comme pratique exigeante de coexistence, condition d'une paix juste et durable, s'inscrivant dans la solution des deux États.

Après son intervention, SAR le Prince El Hassan bin Talal de Jordanie a répondu aux questions et observations de **A. Vacheron, L. Ravel, L. Bély, M. Bastid-Bruguière et B. Stirn**.

« L'avenir de l'économie mondiale dans un contexte géopolitique transformé »

Jean TIROLE

Membre de l'Académie des sciences morales et politiques
Prix Nobel d'économie (2014)

Jean Tirole se propose d'analyser les profondes mutations de l'ordre économique international et de s'interroger sur la capacité de l'Europe à y conserver une influence. Son propos s'organise autour de trois axes : le retour d'une géopolitique transactionnelle, les vulnérabilités spécifiques de l'Europe et les choix stratégiques indispensables pour retrouver une capacité d'action.

Jean Tirole montre d'abord que l'économie et la géopolitique ont toujours été étroitement liées, contrairement à l'illusion d'un ordre mondial où le marché aurait pu s'émanciper durablement du politique. Le déclin du multilatéralisme et l'usage croissant des sanctions économiques illustrent ce retour des rapports de force. Pour être efficaces, ces menaces doivent être à la fois percutantes et crédibles, ce qui suppose un alignement interne des sociétés capables d'en assumer les coûts. L'optimisme né à la fin de la guerre froide, symbolisé par la thèse de la « fin de l'Histoire », reposait sur la promesse d'une croissance partagée, d'un multilatéralisme efficace et d'une diffusion de la démocratie libérale. Or ces promesses n'ont pas été tenues : les inégalités se sont accrues, les classes moyennes ont souvent été fragilisées et la mondialisation a laissé de nombreux perdants.

Cette désillusion a nourri la montée des populismes et la remise en cause des démocraties libérales, tandis que les grandes puissances, au premier rang desquelles les États-Unis, n'hésitent plus à instrumentaliser l'économie à des fins idéologiques ou stratégiques. Parallèlement, la fragilité du multilatéralisme, déjà soulignée par Albert Hirschman, apparaît au grand jour : la concentration des échanges crée des dépendances dangereuses, et les règles internationales ne sont respectées par les puissants que lorsqu'elles servent leurs intérêts. Pourtant, Jean Tirole insiste sur le caractère indispensable du multilatéralisme pour répondre aux défis globaux tels que le changement climatique, la régulation de l'intelligence artificielle ou la stabilité financière.

Il souligne également la crise de confiance envers l'expertise, accusée d'avoir failli face aux crises économiques et sociales. Cette défiance est exploitée par les entrepreneurs du conflit, qui opposent « le peuple » aux élites et prospèrent sur des croyances motivées, souvent plus confortables que les vérités économiques. Or un débat démocratique de qualité suppose rigueur, honnêteté intellectuelle et reconnaissance de l'incertitude.

Dans ce contexte dégradé, l'Europe apparaît particulièrement vulnérable. Elle souffre d'un retard technologique et militaire préoccupant, notamment dans les domaines clés que sont l'intelligence artificielle, les biotechnologies ou l'espace. Malgré une recherche académique de qualité, l'Europe peine à transformer ses avancées scientifiques en innovations industrielles, situation aggravée par une fragmentation des financements, une gouvernance bureaucratique et une surrégulation, notamment en santé. À cela s'ajoutent des risques financiers majeurs liés à la dérégulation américaine et au développement des cryptomonnaies et des *stablecoins*, qui font peser sur l'Europe à la fois un risque de contagion financière et un risque de dépendance monétaire accrue vis-à-vis des États-Unis.

Face à ces dangers, Jean Tirole appelle l'Europe et la France à sortir du « confort trompeur » des croyances rassurantes et à assumer pleinement les conséquences de leurs choix collectifs. Le déni du déclassement technologique, de l'endettement ou du sous-investissement dans l'éducation et la recherche nourrit un cercle vicieux de dépendance et de perte d'influence. L'Europe n'est pas condamnée au déclin, mais elle est contrainte de choisir.

Jean Tirole plaide ainsi pour une réforme profonde de l'Union européenne, qui souffre paradoxalement à la fois d'un excès de normes et d'un déficit de décisions structurantes. Il appelle à davantage de centralisation stratégique, à une véritable union financière et bancaire, à des politiques industrielles ambitieuses et ciblées, ainsi qu'à une capacité accrue de décision à la majorité qualifiée. Plus d'Europe ne doit pas signifier plus de règles, mais des règles plus courageuses et plus efficaces. Enfin, Jean Tirole souligne l'importance décisive de la bataille des idées, de la formation et des sciences sociales pour éclairer les choix collectifs et préparer des élites capables de penser la complexité du monde contemporain. L'enjeu n'est pas de préserver un modèle figé, mais de lui redonner une ambition politique. Ce n'est qu'au prix de décisions assumées et d'un sursaut collectif que l'Europe pourra redevenir maîtresse de son destin et rester un acteur crédible de l'économie mondiale de demain.



À l'issue de sa communication **Jean Tirole** a répondu aux observations et aux questions que lui ont adressées **D. Senequier, B. Arnault, C. Tiercelin, P.M. Menger, Th. de Montbrial, J.C. Trichet, M. Pébereau, Ph. Aghion, J. de Larosière, G. de Menil.**

VIE DE L'ACADEMIE



Notre Académie, aux côtés de l'Académie française et de l'Ambassade d'Albanie en France, a commémoré l'écrivain d'exception albanais **Ismaïl Kadaré** le jeudi 29 janvier dernier en grande salle des séances. **Jean-David Levitte**, **Bernard Stirn**, **Danièle Sallenave** et l'ambassadeur d'Albanie à Paris **Dritan Tola** lui ont tour à tour rendu hommage.

Après des études littéraires à l'Institut Gorki de Moscou grâce à l'obtention d'une bourse universitaire, il a collaboré à la revue littéraire *Drita* de 1960 à 1965 puis a dirigé la revue *Les Lettres albanaises*, paraissant simultanément en albanais et en français. En 1970, il a été nommé député à l'Assemblée populaire albanaise. Prenant ses distances avec la dictature dont il devient un pourfendeur majeur, il a publié des écrits subversifs

condamnés par le pouvoir et s'installe à Paris. Il a été élu correspondant au sein de notre compagnie dans la section Histoire et Géographie en 1989 en remplacement de Jean Marchand et a demandé l'asile en France en 1990 avant d'être élu, le 6 mai 1996, membre associé étranger au fauteuil n°7 laissé vacant par le décès de Karl Popper. Lauréat de nombreux prix prestigieux, dont le Man Booker International en 2005 et le prix Prince des Asturies en 2009, il a su capter l'âme de son pays à travers des romans teintés de critiques envers le régime totalitaire, tels que "Le Général de l'armée morte" et "Chronique de la ville de pierre" jusqu'à son décès le 1^{er} juillet 2024.

Discussion avec Philippe Etienne autour de son dernier ouvrage *Le sherpa* paru le 15 janvier dernier aux éditions Tallandier

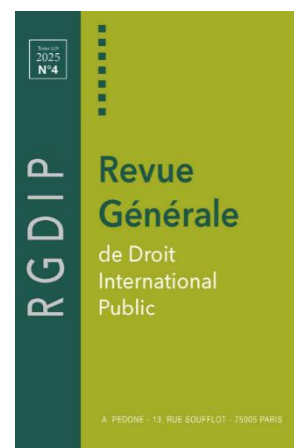
A l'initiative de l'Académie et de la Librairie de l'Institut, le président **Jean-David Levitte** et l'ambassadeur Philippe Etienne ont échangé autour de son livre *Le Sherpa : Mémoires d'un diplomate aux avant-postes de l'Histoire* (ed. Tallandier). De l'Europe centrale jusqu'à Washington, où il a fait l'expérience de l'Amérique de Trump, en passant par Berlin et Moscou, où il a assisté à l'effondrement de l'URSS, le diplomate a été durant quarante ans aux avant-postes de l'Histoire.



PUBLICATION



Serge Sur a publié un article dans la Revue générale de Droit international Public intitulé « Le droit international bouge encore - les trois systèmes de sécurité de la Charte des Nations Unies » (Tome 129-2025 n°4).



DANS LA PRESSE ET SUR LES ONDES

Les Etats-Unis face à Donald Trump



Avec Dominique Moïsi, **Jean-Claude Casanova** et Jean-Marie Colombani ont analysé la situation américaine dans l'émission Commentaire du 31 janvier dernier.

À SAVOIR



Yves Gaudemet a donné une conférence et a animé une journée de travail, le 23 janvier 2026, à la Direction des interventions foncières de l'État. Il a présenté une revue d'actualité et a abordé l'évolution du code général de la propriété des personnes publiques, la gestion du parc immobilier de l'État et les successions en déshérence et immeubles abandonnés.



Claudine Tiercelin a été auditionnée par la délégation à la prospective du Sénat sur le thème « Quelle importance accorder à l'autorité et à la vérité en 2050 ? ». La vidéo de l'audition ainsi que son compte rendu sont disponibles sur le [site du Sénat](#).



Daniel Andler est intervenu le 19 janvier en clôture du colloque « IA compagnons. Enjeux techniques, juridiques et d'éthique » organisé à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne par la professeure Célia Zolynski.

PROCHAIN EVENEMENT



A l'invitation de l'ambassade de France au Royaume-Uni, **Bernard Stirn** participera jeudi 5 février à la Nuit des idées à l'Institut français de Londres où un débat est organisé sur les évolutions de l'accompagnement de la fin de vie en France et au Royaume-Uni.

Les détails joints sont accessibles (quand ils sont disponibles) en cliquant sur l'icône située à gauche de chaque brève.